

PREFACE

(1RD)

L'étude de Marceau Pivert présente deux caractères qui se trouvent rarement réunis, fût-ce dans notre littérature socialiste : elle est un ouvrage de science ; elle est un ouvrage de propagande.

Le lecteur pourrait même s'imaginer au départ qu'il n'a sous les yeux qu'un essai de sociologie primitive et d'histoire des religions. Mais, dès les premiers chapitres, le véritable dessein s'éclaire. Marceau Pivert (2RD) s'est efforcé, en réalité, par une audacieuse initiative d'esprit, d'appliquer les méthodes du matérialisme historique à l'évolution des croyances et du sentiment religieux. Sans dissimuler le moins du monde son intention de propagandiste mais sans jamais, en retour, lui sacrifier son scrupule scientifique, il tente d'intégrer l'histoire des Eglises dans celle des sociétés. S'attachant plus spécialement à l'Eglise catholique il l'étudie en tant qu'institution issue d'un système social donné et tendant fatalement à conserver une hiérarchie sociale.

On aperçoit aussitôt l'importance d'une telle démonstration. Dans les documents originels de l'Eglise catholique, il n'est pas malaisé de découvrir des textes à caractère, à direction révolutionnaire. A l'époque du socialisme utopique, beaucoup de penseurs français se réclamaient volontiers du christianisme primitif et se plaisaient à l'opposer à la politique contemporaine de l'Eglise. Suivant eux, l'Eglise avait, au cours des âges, dévié et perverti l'authentique pensée chrétienne. Si la démonstration de Marceau Pivert est exacte, cette déviation, cette perversion ne seraient pas l'effet du hasard des contingences, elles présenteraient au contraire un caractère de nécessité. L'histoire de la pensée religieuse, telle qu'il la retrace, montre en effet au fond de toute croyance un contenu social, ou même l'expression d'une fonction sociale. Tout système de croyances se relie ainsi à une structure économique dont elle dépend. Toute Eglise tend à devenir une institution de classe, et par suite un instrument de classe, puisque, dès que la lutte des classes pénètre dans l'histoire, l'autorité spirituelle de l'Eglise est forcément utilisée par la classe dominante comme moyen de conservation et de coercition.

S'il en est ainsi, il existerait entre l'Eglise incarnant un système social et le mouvement révolutionnaire tendant à détruire ce même système, une opposition fatale et totale, se manifestant à la fois dans les domaines de la pensée et de l'action, entre leurs idéologies antinomiques, entre leurs politiques contradictoires aucune conciliation ne serait concevable, aucune conjonction, même partielle ou temporaire, ne pourrait être envisagée. Ce que Marceau Pivert appelle l'anticlérisme prolétarien apparaîtrait comme une conséquence inéluctable et définitive. Marceau Pivert pousse en effet jusqu'à cette conclusion ou plutôt c'est à -cette conclusion qu'il tend. Conservatisme de l'Eglise et anticlérisme prolétarien lui apparaissent comme l'expression de l'antagonisme des classes. A l'appui de ce principe simple et catégorique, son livre fournit la démonstration la plus complexe et la plus subtile.

Démonstration directe, d'abord, qui consiste _essentiellement dans le rappel des luttes sur l'Enseignement public au cours du XIXème siècle. Pour l'Eglise, l'école n'est qu'un des moyens d'asseoir son ordre, de perpétuer la hiérarchie sociale, avec laquelle elle se confond, de préserver la structure capitaliste contre toute possibilité de subversion. Pour l'anticlérisme prolétarien qui prend ici son vrai nom de laïcité, l'Ecole a pour objet de transposer la science dans le domaine de l'éducation, elle tend par conséquent à l'affranchissement entier de l'esprit; elle doit engendrer une

complète liberté de négation, même vis-à-vis du système social. Et Marceau Pivert nous montre, en passant, comment la politique bourgeoise s'est déplacée entre ces deux pôles, selon ses propres intérêts de classe, se jetant furieusement avec Thiers du côté clérical au temps de la loi Falloux, se jetant timidement avec Ferry du côté laïque, au temps des lois scolaires. Démonstration critique fondée sur le rapprochement et l'exégèse des textes pontificaux qui invoquent dans leurs campagnes les « *socialistes chrétiens* » et les « *démocrates populaires* ». Démonstration psychologique enfin, la plus neuve et la plus hardie de toutes où Marceau Pivert ne craint pas de s'attaquer à la formule classique « *Religion, affaire privée* », d'en analyser le véritable sens et d'en mesurer la véritable portée.

Je m'excuse d'un si sec dépouillement. Mais peut-être aura-t-il suffi pour permettre au lecteur de pressentir toute la richesse, toute la densité intellectuelle de l'ouvrage. Dirai-je maintenant sur quels points je me sens en accord parfait avec Marceau Pivert, sur quel point il subsiste entre nous des divergences ou des nuances de pensée ? Il me faudrait pour cela écrire un livre à mon tour... un livre dont je m'empresserais naturellement de lui demander la préface. Je me bornerai donc à une courte confrontation. Marceau Pivert pense comme moi que la coexistence dans une même conscience de la foi religieuse et de la conviction socialiste est un phénomène possible, et il faut bien qu'il soit possible puisqu'il est, et qu'on peut le vérifier expérimentalement sans nulle peine. Il pense que des socialistes, ou pour parler plus précisément, des prolétaires encadrés dans leur parti de classe peuvent échapper et échappent en fait au « *risque* » qu'il a analysé avec tant de finesse et de loyauté: le risque de voir se dissoudre peu à peu, sous l'influence du milieu, et de l'idéologie et de l'action socialistes, leur fidélité à des croyances ou à des rites religieux. Je pense, comme lui, et d'ailleurs comme tout le Parti, si je me réfère à la résolution unanime de Nancy [\(3RD\)](#), que le socialisme peut seul concevoir et créer un système d'éducation intégralement laïque, c'est à dire intégralement fondé sur la culture rationnelle de l'esprit, c'est-à-dire intégralement épuré de toute tradition religieuse comme de tout préjugé de classe. Je pense que la collectivité étant seule capable de dispenser un enseignement ainsi défini, l'argument serait suffisant, même s'il n'en existait pas d'autres aussi forts, pour revendiquer en sa faveur une vocation exclusive au droit d'enseigner, et que l'idée de laïcité conduit ainsi par une déduction inéluctable à l'idée de la nationalisation de l'enseignement. Je pense enfin, et Marceau Pivert m'accordera sans doute ce point, qu'une fois réalisée la nationalisation de l'enseignement, l'opposition logique qu'il a dressée entre le conservatisme nécessaire de l'Eglise et l'anticléricalisme nécessaire au prolétariat, aurait reçu sa solution sur le terrain de l'action et n'aurait plus à peser pratiquement sur la tactique révolutionnaire.

Telles sont les réflexions essentielles que m'inspire le livre de Marceau Pivert, Mais chez un autre lecteur il pourra, j'en conviens, en susciter de toutes différentes, ce qui est tout à la fois la marque de sa richesse et la preuve de sa probité. Il honore l'homme qui l'a écrit. J'ose dire qu'il honore le parti au service duquel cet homme a mis toute la curiosité, toute l'ardeur, toute la loyauté de son intelligence.

Léon Blum

Notes

(1RD) La préface de Blum est écrite en pleine bataille contre les dirigeants néo-socialistes (Marcel Déat, Adrien Marquet) qui avait vu la majorité réformiste de la SFIO, et Blum lui-même, faire cause

commune avec la gauche du parti représentée par le bloc Zyromski-Pivert. Ce courant organisait dès 1930 la rébellion d'une partie du groupe parlementaire contre la direction du parti, votant pour les lois radical-socialistes, même lorsque ceux-ci amputaient le salaire des fonctionnaires. Lors du congrès de Paris en 1933, la gauche de Zyromsky-Pivert organise la contre-offensive. Montagnon, Marquet et Déat stigmatisent l'attachement de la SFIO à un marxisme poussièreux. Le fascisme italien l'a emporté en Italie et Hitler menace en Allemagne. Face à la référence formelle de la direction de la SFIO au marxisme, les tentatives néos hier comme aujourd'hui se sont toujours arrimées à une dénonciation de l'archéo-marxisme. Marquet, responsable de la fédération de Gironde, va le plus loin dans le sens d'un socialisme national ou d'un national-socialisme avec le triptyque : ordre, autorité, nation. Face à l'offensive des néos Blum se déclare épouvanté. Persistant dans leur indiscipline, les parlementaires néos seront exclus en novembre 1933. Marcel Déat et ses amis termineront leur carrière dans le régime de Vichy. Adrien Marquet sera sous-secrétaire à Vichy où il se spécialisera dans la répression antimaçonnique.

[\(2RD\)](#) Cet essai philosophique et politique sur l'Eglise et l'Ecole est rendu public au moment où la SFIO tombe à gauche et s'approche de l'exercice du pouvoir. Ce travail de Marceau Pivert est le produit d'une longue période de militantisme pour la cause laïcité et de l'instruction publique qui s'amorce en 1924. Ancien combattant de la grande guerre, comme beaucoup de militants de sa génération il est pacifiste. Ses engagements sont d'abord ceux d'un syndicaliste et d'un républicain radicalisé. Son combat est d'emblée celui de la défense et de la promotion de l'enseignement public et de la laïcité. Franc maçon et libre penseur, il devient dès 1925 président du « *groupe fraternel de l'enseignement* ». Précisons que cette structure maçonnique créée en 1895 et qui existe aujourd'hui sous la dénomination de « *fraternelle de l'éducation nationale* » regroupe les « *frères* » sur la base de leur profession. Les loges et ateliers regroupant sans distinction de métier sur la base de l'unité géographique. Son combat est celui de l'école unique de la maternelle à l'université comme service public géré par l'Etat. C'est la nationalisation laïque de l'enseignement. Sa conception à l'origine humaniste et républicaine suivra la même évolution que la pensée de Jaurès : la bataille laïque pour un enseignement public de qualité pour tous est un élément fondamental du combat de la classe opprimée. La bourgeoisie n'a pas besoin de l'égalité scolaire, c'est au prolétariat qu'est nécessaire l'école unique, comme moment de son émancipation sociale. C'est au SNI (Syndicat National des Instituteur) en 1927 qu'il fait mettre à l'ordre du jour cette question. Le syndicat adoptera le point de vue de Pivert en l'assortissant d'une gestion tripartite : les représentants du ministère de l'instruction publique, les spécialistes de l'enseignement et les usagers.

Dans cette bataille politique il va rencontrer deux écueils :

D'abord celle de Ferdinand Buisson, qui se situe dans la filiation du républicanisme radical et de Jules Ferry, qui met en garde le congrès de SNI et le somme d'abandonner le monopole et de revenir sur la position de l'année précédente. Il demande le respect de « *la liberté d'enseigner* », ce qui n'est pas autre chose qu'un compromis avec les églises (Buisson est protestant) et l'église catholique en particulier. Je rappelle que « *la liberté d'enseignement* » est à l'origine une revendication cléricale, justifiant l'existence des congrégations enseignantes. Le congrès suivra Pivert qui se retrouvera élu à la direction nationale du syndicat. La position sera reprise quelques mois après par le congrès de la Ligue de l'Enseignement.

Celle des guesdistes dans le Parti Socialiste et de la tradition anarcho-syndicaliste qui sera celle du courant « *Ecole Emancipée* ». C'est Ziromsky qui, assumant la continuité de Guesdes, explique que la nationalisation reviendrait « *à mettre entre les mains de la classe possédante qui domine, un formidable instrument d'oppression* ». Les staliniens par la voix de Maurice Thorez diront, dans la période ultra-gauche de la 3ème Internationale que l'école public bourgeoise et l'école confessionnelle sont deux formes de l'oppression de la classe ouvrière. Vieille discussion que Jaurès pose déjà de manière pertinente dans le tome 2 La Législative de son Histoire socialiste de la Révolution Française à propos du plan Condorcet pour une instruction publique : le problème n'est pas d'écarter l'enseignement public de l'Etat et de le placer à côté de l'Etat, mais de faire entrer la liberté dans l'Etat. Pivert précise sa position, d'ailleurs dans le même sens que Jaurès à propos de Condorcet, en disant que l'Etat, même bourgeois et in fine instrument de la domination du capitalisme peut et doit assurer la gestion d'un service public pour le bien de tous. En ce qui le travail spécifique des enseignants, il précise :

« L'organisme d'exécution que nous entendons créer, quelle que soit la forme de la gestion, c'est le conseil des maîtres(...) seul qualifié pour régler le fonctionnement pédagogique de l'école, fixer les méthodes, coordonner les effectifs, introduire dans la communauté scolaire le ferment des initiatives individuelles et le ciment des disciplines collectives » (Le populaire, 27 juin 1929)

Il critique la position formellement marxiste de Ziromsky qui sous-estime ce que représente pour les travailleurs un service public d'enseignement organisé par la puissance publique dans la formation d'une pensée de l'émancipation. C'est à l'unanimité que le congrès de Nancy de 1929 vote la nationalisation de l'enseignement.

(3RD) Voici l'extrait principal de la résolution unanime du congrès de Nancy de la SFIO sur la question de la laïcité (9-12 juin 1929)

« ...Dans sa bataille quotidienne, le socialisme trouve devant lui l'Eglise, hostile de même qu'à partir de la révolution française, l'Eglise s'est alliée aux adversaires des droits de l'homme, de la République et de la démocratie, que la papauté n' a pas cessé de les condamner en principe et le clergé de les combattre en fait, de même elle a fait un pacte dès la naissance du socialisme avec le grand capitalisme.

Le capitalisme a mis sa puissance au service des prétentions cléricales; l'Eglise a mis son pouvoir au service du privilège capitaliste. Tels ils se trouvent toujours étroitement associés dans la commune résistance aux aspirations populaires, tels ils s'unissent en Italie pour asservir le peuple à la double contrainte de l'oppression dictatoriale et de la tutelle cléricale, tels on les voit en France s'appuyant l'un sur l'autre, poursuivre ensemble la conquête du pouvoir politique, peser ensemble sur leurs communs intérêts sur les gouvernements, les assemblées, la presse et le corps électoral, enfin s'assurer ensemble, par la pression et la menace, la soumission des individus et des familles qu'ils tiennent à leur merci.

Pour toutes ces raisons tant doctrinales que politiques, le PS est anticlérical, c'est-à-dire au sens propre du terme, résolument opposé aux empiétements de l'Eglise sur tout ce qui n'est pas du domaine de la conscience. Le PS est anticlérical en tant qu'il rencontre l'Eglise dans toutes les entreprises de réaction politique et de conservatisme social. L'anticléricalisme pour lui, loin d'être raillerie mesquine ou persécution sectaire, signifie au contraire défense de la liberté pour tous,

protection assurée de tous, contre toutes les forces coalisées de contrainte et devient une forme de sa lutte de classe. »